

Pan-alpine networks : The case of Alliance in the Alps

Pan-alpine networks est une recherche sur les réseaux d'acteurs en montagne. Plus spécialement, elle cherche à comprendre pourquoi et comment des acteurs prennent la montagne en général ou un massif de montagne en particulier comme référence partagée de leur mobilisation. La recherche est conduite dans le cadre de l'équipe de recherche « Montagnes : Connaissances et Politiques » de l'Université de Genève.

Ce document présente les résultats intermédiaires d'une enquête portant sur le réseau Alliance dans les Alpes.

1. Objectifs et méthodes de la recherche

Alliance dans les Alpes (AdA) : dix ans d'existence

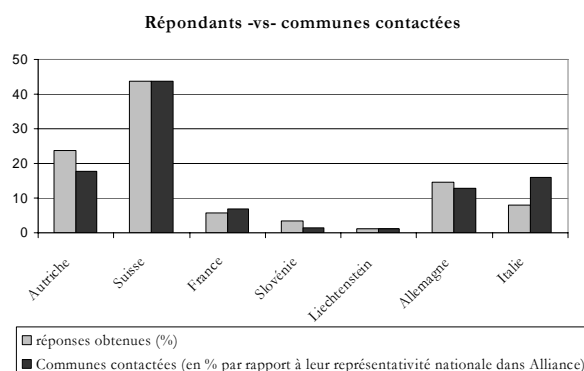
Ce réseau de communes naît en 1997 à Bovec (Slovénie) à l'initiative de la CIPRA et d'une poignée de maires motivés. Il regroupe plus de 200 partenaires qui collaborent en vue de « mettre en application la Convention alpine afin d'instaurer un développement durable (DD) dans l'espace alpin »¹. Le réseau fête cette année son dixième anniversaire, événement qui a permis de faire le point sur les acquis du réseau. Notre recherche se propose de contribuer à ce bilan.

Méthodologie

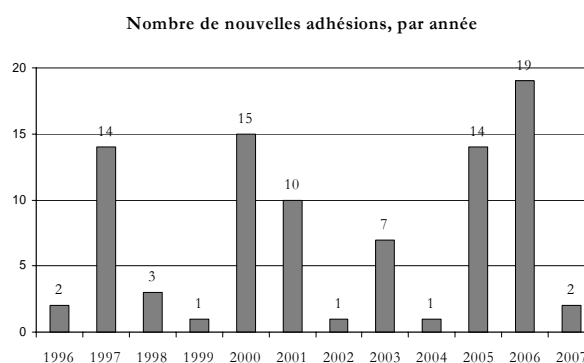
La recherche a été menée avec trois modalités d'enquête :

- Enquête par **questionnaire** (258 envois², relance téléphonique à toutes les communes, 89 réponses utilisables, soit 35%) ;
- **Entretiens** qualitatifs (17) effectués par la majorité sur deux terrains (Tessin/Suisse et Grosses Walsertal/Autriche) en ciblant différents acteurs : maires, responsables de régions, animateurs, dirigeants ;
- **Observation** participante (Assemblée Générale d'AdA – Suisse, Congrès pour le 10^{ème} anniversaire d'AdA à Budoia et à Bovec).

La représentativité par pays des communes ayant répondu est bonne, malgré une légère sous-représentation des communes italiennes et une légère sur-représentation des communes autrichiennes parmi les répondants :



Les communes semblent avoir adhéré à Alliance dans les Alpes par vague, notamment dans la foulée de la création de l'association (1997) et dans les années 2000-2001 et 2005-2006 :



¹ <http://www.alpenallianz.org/f/allianz.htm>

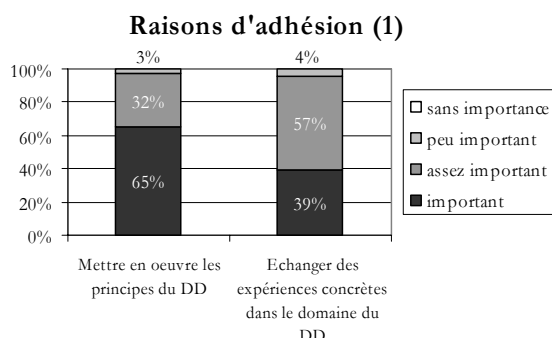
² On a envoyé le questionnaire aux groupements de communes (11 réponses reçues), aux communes faisant partie de ces groupement de communes (52 réponses), et aux communes ayant adhéré directement à AdA (25 réponses) indépendamment donc de tout groupement de communes.

2. Motifs de l'implication

Les réponses à la question « *Pour quelles raisons votre commune est-elle devenue membre d'Alliance dans les Alpes ?* » sont de plusieurs types et peuvent être regroupées comme il suit :

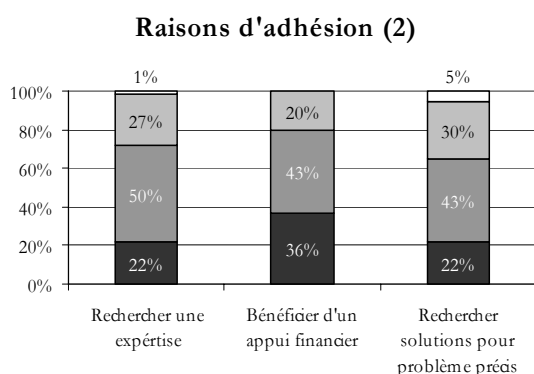
Adhérer à l'esprit original

La promotion du développement durable et des échanges d'expériences entre communes alpines constitue la motivation principale :



Ces deux motivations **correspondent aux buts premiers de l'association** ; les objectifs d'AdA sont donc clairement identifiés et portés par les membres.

Intérêts pratiques

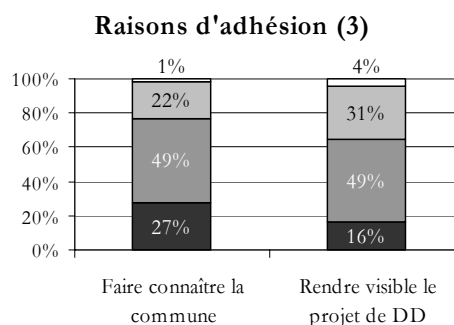


Comparé à ces deux motivations principales qui correspondent à l'esprit d'AdA, les raisons plus pratiques de l'implication des répondants comptent moins : AdA n'est pas principalement perçue comme une opportunité

pratique en matière de conseil technique ou de soutien financier.

Cultiver une image

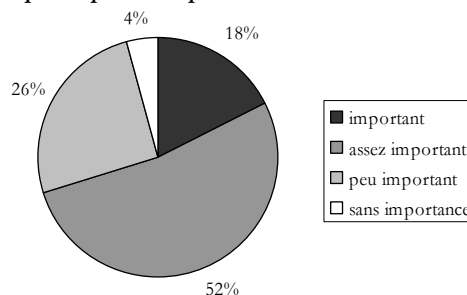
Pour certains la notoriété de la commune ou du groupement de communes et de ses projets compte aussi :



Organiser un groupe de pression politique

L'idée selon laquelle AdA devrait être un groupe de pression à l'échelle des Etats alpins et de l'Europe pour promouvoir le développement durable dans les Alpes est défendue par des leaders de l'association, mais les adhérents eux-mêmes se déclarent inégalement concernés par cet enjeu.

Adhésion pour construire un groupe de pression pour défendre le DD



3. Modalités et formes d'implication dans AdA

Les adhérents ont deux types de liens avec AdA :

- soit un **lien direct**, quand les groupements de communes et les communes adhèrent directement à AdA ;
- soit un **lien indirect** quand les communes font partie d'un groupement de communes adhérant, sans avoir elles-mêmes adhéré directement.

Le projet de quelques activistes ou de milliers d'habitants ?

AdA est animé par des **personnalités**, très motivées et engagées. Leur apport est un atout pour la bonne dynamique de l'association, mais recèle des dangers : quelle sera la relève quand ces personnes ne seront plus aux commandes d'AdA ou de leur commune ? La personnalisation de l'activité d'AdA ne limite-t-elle pas sa capacité à élargir la base de ses membres ?

75% des répondants déclarent chercher à **impliquer les habitants** dans leurs projets de DD. Mais cette proportion est beaucoup plus forte pour les communes qui ont adhéré directement à AdA (97%) que pour celles qui sont membres par le biais d'un groupement de communes (53%)³. Les entretiens réalisés avec les maires et les responsables de l'association montrent que l'importance de l'implication des habitants est perçue de façon très variable.

Différents degrés de pratique du réseau

Si les priorités qui ont motivé l'adhésion à AdA sont claires (page 2), les adhérents se montrent plus ou moins actifs quand il s'agit de passer à l'acte : 38% des adhérents déclarent ne pas avoir de projets de DD et seulement 30% des communes disent avoir participé à Dynalp (projet Interreg IIIB de l'Union Européenne).

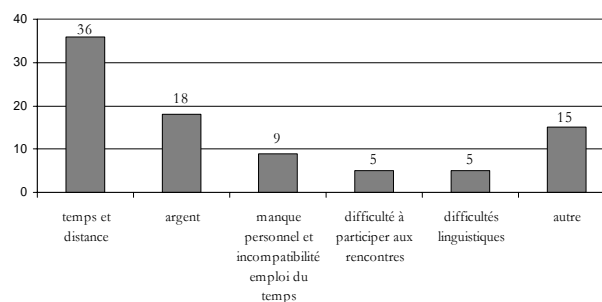
Le fait d'avoir ou non des projets concrets est étroitement lié à la nature du lien noué avec AdA : 84% des adhérents qui sont membres directs d'AdA ont des projets de DD, contre 55% des autres⁴.

Le mode d'adhésion régional

Le fait d'avoir ou pas un lien direct avec Alliance apparaît donc clairement comme un facteur décisif de l'intensité de l'activité des membres. Les communes qui sont membres directs sont plus actives et motivées que celles qui sont membres par le biais d'un groupement de communes.

Difficultés rencontrées

Difficultés rencontrées par rapport à AdA (type de difficultés mentionnée, non-exclusives et cumulables)

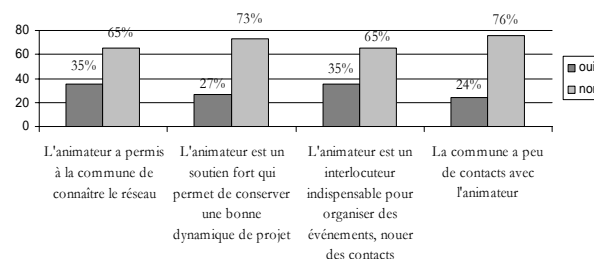


Les adhérents ont mentionné plusieurs limitations à leur implication dans le réseau : manque de **temps** (et **distances** à parcourir pour rejoindre les lieux des rencontres), manque de **ressources financières** et en **personnel disponible**. Par contre la question linguistique est peu évoquée.

Rôle de l'animateur

Les adhérents ont de nombreux contacts avec les animateurs régionaux d'AdA. Si une majorité des répondants pensent que ces personnes relais ne jouent pas un rôle décisif dans leur propre participation au réseau, ce n'est pas le cas des plus motivés qui, dans les entretiens, s'en montrent très satisfaits.

Rôle de l'animateur (nombre de communes en % qui ont coché l'affirmation proposée)



³ Relation significative au seuil de 1%.

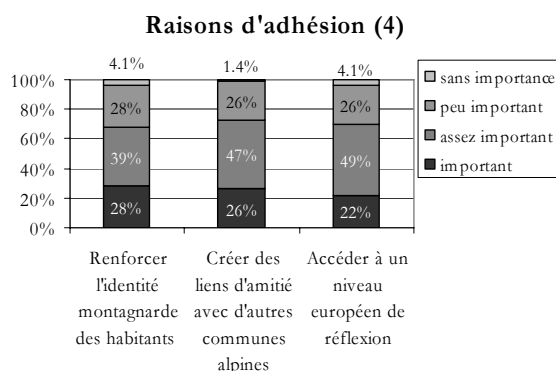
⁴ La relation est significative au seuil de 1%.

4. Identités et territorialités politiques

Les Alpes constituent l'échelle de référence d'AdA pour des raisons politiques évidentes : conçue dès l'origine comme le relais à l'échelle des communes des préoccupations de la CIPRA et de la Convention Alpine, l'association devait en partager l'aire de référence. Mais la nature et l'intensité de ce rapport aux Alpes n'est pas le même pour tous.

Les Alpes, une référence parmi d'autres

Parmi les motivations d'adhésion à AdA, agir à l'échelle des Alpes apparaît relativement secondaire, tout comme la possibilité d'accéder à une échelle européenne de réflexion et de travailler l'identité montagnarde des habitants.



Beaucoup d'adhérents continuent de privilégier les liens et les actions communes à une échelle locale ou régionale, voire nationale : des responsables de communes italiennes disent que l'intérêt d'AdA est surtout de permettre aux communes des Alpes italiennes de se connaître entre elles. Les communes les plus actives d'AdA, comme Mäder et Budoia, sont aussi celles qui combinent les formes et les échelles d'engagement les plus diverses. Enfin quantité de communes des Alpes, dont les habitants se sentent alpins et qui peuvent promouvoir ici et là des projets de DD, ne voient pas l'intérêt d'en passer par une association qui les mettrait en contact avec des communes très éloignées et perçues comme très différentes. Là est la principale résistance des communes françaises, peu nombreuses dans l'association.

Identité alpine et montagnarde

Les entretiens montrent aussi que la référence aux Alpes est essentiellement motivée par des considérations pratiques : les communes alpines sont présentées comme ayant « des problèmes communs parce que toutes montagnardes ». Plus rares sont ceux qui invoquent une « identité alpine » ou « montagnarde ». Pour de nombreux élus, le souci d'ouvrir leur population à une plus vaste échelle de réflexion prime sur celui de privilégier les Alpes comme cadre d'appartenance et de réflexion.

Les Alpes telles qu'elles sont prises en compte par AdA ne constituent donc pas, pour la plupart des membres de l'association, le cadre dans lequel ils construiraient un sentiment d'appartenance principal et encore moins exclusif.

Recherche conduite par Cristina Del Biaggio sous la direction de Bernard Debarbieux
« Montagnes : connaissances et politiques »
Université de Genève
www.unige.ch/ses/geo/Recherches/EquipeMontagnes

Les auteurs remercient la CIPRA, les responsables d'Alliance dans les Alpes, les animateurs régionaux et tous les répondants pour leur contribution.
Ils remercient aussi la Fondation Boninchi et le Fonds National de la Recherche Scientifique Suisse qui ont financé cette recherche

Bernard.Debardieux@geo.unige.ch
Cristina.DelBiaggio@geo.unige.ch



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

FACULTÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
Département de géographie